

Journal de Palestine

Analyse

N° 593 du 04.10.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

1 Analyse d'un négociateur en Palestine.

Un entretien avec l'avocat Ziyad Clot par Silvia Cattori et Ziyad Clot

2 Chávez, Evo et Obama : Opinion de Fidel Castro Ruz

3 Pierre-Yves Salingue : Novembre 1947 / Septembre 2011 : le crime était presque parfait !

1 Analyse d'un négociateur en Palestine.

Un entretien avec l'avocat Ziyad Clot par Silvia Cattori et Ziyad Clot

À l'heure où la saga de l'adhésion d'un État palestinien à l'ONU bat son plein, cet entretien permet de comprendre que la reconnaissance de l' « État », tel qu'il est envisagé par Mahmoud Abbas, si elle pourrait servir son pouvoir, ne ferait qu'apporter plus de malheurs au peuple palestinien. Ce ne sera donc pas un mal si ce pseudo « État » ne voit pas le jour le 23 septembre 2011.

Ziyad Clot, jeune avocat français de mère palestinienne, conseiller juridique auprès de la direction de l'Organisation de Libération de la Palestine à Ramallah durant l'année 2008, est l'auteur du livre : « Il n'y aura pas d'État palestinien. Journal d'un négociateur en Palestine ». Son récit dense et touchant, très agréable à lire, est un témoignage clé.

Silvia Cattori : Votre récit au titre osé « Il n'y aura pas d'État palestinien » écarte d'entrée toute illusion de « paix » fondée sur « deux États ». Il jette un regard sans concession sur ces protagonistes palestiniens pris dans une logique de « pourparlers » contraires aux intérêts de leur peuple [1]. Durant deux décennies ils ont contribué de fait à légitimer la poursuite du projet israélien de colonisation, d'épuration ethnique et de répression. C'est tout cela que vous mettez à jour ! Une question taraude le lecteur. Quand vous avez été recruté par l'Adam Smith International (ASI) [2] pour travailler dans « l'Unité de soutien aux négociations » ("Negotiations Support Unit") [3] comme conseiller juridique de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), étiez-vous bien au fait du mandat qui vous était confié ?

Ziyad Clot : Quand l'Unité de Soutien aux Négociations m'a proposé de travailler à Ramallah comme conseiller de l'OLP, j'ai longuement hésité. À cette époque, Israël était bien sûr toujours lancé dans cette spirale infernale de la poursuite de la colonisation du territoire palestinien -destructions de maisons, confiscations de terre, expulsions, etc.- mais, pour la première fois depuis la seconde Intifada, un cycle de négociation se mettait en place. Certes, l'Administration Bush était derrière cette initiative, ce qui n'était guère rassurant. Plus grave, la direction politique palestinienne était divisée entre Ramallah et Gaza. Mais l'Initiative de Paix Arabe était sur la table et, à mes yeux, ce nouveau cycle de discussions était sans doute la dernière chance d'une paix sur la base des deux États (qui reste la solution privilégiée par les peuples palestinien et israélien qui, dans leur grande majorité, ne souhaitent pas cohabiter).

J'ai fini par accepter ce poste en pensant que j'avais là une opportunité très intéressante de travailler sur le dossier des réfugiés palestiniens. J'ai pensé -et je le pense encore aujourd'hui- que, si la **solution « deux États » n'était vraisemblablement pas viable à moyen et long terme, il y avait peut-être aussi là une dernière chance de conclure un accord sur cette base et de trouver une solution qui puisse éviter de nouvelles effusions de sang.**

Dans le sillage de la conférence d'Annapolis -et au vu des réserves évoquées- j'avais le sentiment que ce cycle de pourparlers ne durerait sans doute pas. J'ai fait une erreur d'analyse. Les négociations d'Annapolis ont duré bien au-delà de mes attentes. Au fil de l'année passée là-bas, **j'ai rapidement compris qu'en fait ces négociations n'avaient pour les Israéliens rien à voir avec la recherche d'une solution de paix réelle, juste et durable. Au contraire, l'objectif était de garder sous contrôle l'Autorité de Ramallah, Hamas et la population palestinienne dans son ensemble et, en ce sens, de faire en sorte que perdure la division inter-palestinienne (Fatah-Hamas).**

Silvia Cattori : Quand vous écrivez « le processus de paix est un spectacle, une farce, qui se joue au détriment de la réconciliation palestinienne, au prix du sang versé à Gaza », on comprend que c'est également une dénonciation à l'adresse de ces notables palestiniens qui se sont prêtés à cette « farce ». À quel moment est-il devenu clair pour vous que tout **cela n'avait rien à voir avec la recherche d'une solution de paix ?**

Ziyad Clot : Mon livre est un témoignage. Mon objectif est avant tout de « montrer ». S'il doit y avoir dénonciation, je crois que les principaux fautifs sont à rechercher du côté de ceux qui imposent les paramètres iniques du « processus de paix » sur ceux que vous appelez « les notables palestiniens ». Autrement dit, d'abord **le Gouvernement israélien et ses alliés américain et européen.**

Venant de France, je n'y voyais pas forcément très clair au début. J'avais évidemment une connaissance livresque de ce conflit, des intuitions, des doutes sur le bien-fondé de ces négociations. C'est devenu plus clair pour moi, en mars ou avril 2008, quand j'ai pris connaissance de l'article du journaliste David Rose publié par Vanity Fair [4] qui démontrait que l'Autorité palestinienne s'était engagée aux côtés des États-Unis dans un plan secret qui a finalement provoqué une guerre civile entre partisans du Hamas et du Fatah. David Rose se référait à des documents confidentiels établis par l'Administration Bush : essentiellement un « plan d'action pour la Présidence palestinienne » ayant pour **objectif de se débarrasser du Hamas. Il nous apprenait qu'en échange de la participation de la direction de l'Autorité Palestinienne à ce plan secret, l'administration Bush avait laissé miroiter à ces dirigeants du Fatah, qu'elle leur faciliterait leur retour à la table des négociations.**

L'article de David Rose venait confirmer que les négociations d'Annapolis devaient prolonger ce « processus de paix » trompeur qui, depuis Oslo, divise la population palestinienne et la maintient sous contrôle policier pour garantir la sécurité d'Israël par toute une série de mécanismes répressifs.

Les révélations de David Rose m'ont permis de reconstituer les pièces du puzzle. Elles sont venues compléter ce que j'ai appris au fil des semaines passées à Ramallah, et de mieux percevoir **ce que ce pseudo « processus de paix » signifiait réellement.** J'ai tout de suite pensé à démissionner. Car il ne m'était plus possible de penser que notre collaboration aux négociations de paix au sein de la NSU était totalement neutre et qu'elle ne participait pas elle aussi d'une certaine manière de ce plan secret qui conduisait à entretenir la division du peuple palestinien. Ceci pour dire qu'il m'a fallu quelques mois pour comprendre, avec certitude, que **continuer à négocier dans ces conditions c'était œuvrer contre la réconciliation palestinienne.**

Silvia Cattori : En avez-vous parlé à vos supérieurs ?

Ziyad Clot : Oui, mais la critique était d'autant plus délicate que j'entrais à peine en fonction... Surtout, comme tous mes collègues de la NSU, j'étais contractuellement mis à la disposition de l'OLP dans le cadre des négociations avec Israël, et dans ce cadre exclusivement. Comme tous les conseillers, j'avais pour consigne de ne pas interférer dans la politique palestinienne. Pour faire bref, nous n'étions pas embauchés pour critiquer ou remettre en cause « la ligne du Parti » mais pour la mettre en œuvre.

Le problème est que **ladite « communauté internationale » met, elle, depuis longtemps son nez dans les affaires internes palestiniennes.** Depuis 2006, elle s'est encore davantage impliquée en décidant que le Hamas, qui venait de gagner les élections, n'était pas un partenaire fréquentable et qu'il n'avait pas sa place dans un gouvernement d'union nationale palestinien. Le rôle de la NSU s'inscrivait donc dans le cadre de directives imposées.

De toute façon, malgré mes très sérieuses réserves, j'ai dû rapidement me résoudre à poursuivre mes fonctions compte tenu des enjeux liés à l'entame des négociations sur le dossier des réfugiés avec les Israéliens, et dont personne au sein de l'OLP ne souhaitait prendre la responsabilité. **J'ai pensé qu'en quittant le NSU, plus personne ne serait qualifié et réellement disposé à défendre autant que faire se peut le dossier des réfugiés palestiniens dans les pourparlers. J'aurais alors laissé la direction politique de Ramallah sans expert sur la question. À la lumière des enjeux en présence, qui étaient considérables, j'ai donc estimé qu'il était de ma responsabilité de rester tant que les pourparlers se poursuivaient.**

Silvia Cattori : À votre avis, les partisans du Fatah, tout comme l'entourage d'Abbas, savaient-ils que, sous couvert de paix, la direction de l'OLP s'engageait à mettre en œuvre une politique qui tout en garantissant à l'occupant et à ses alliés des avancées, leur apporterait en contrepartie les financements nécessaires au maintien au pouvoir de l'Autorité de Ramallah ?

Ziyad Clot : Ce n'est pas comme cela qu'ils voient les choses... Quand l'Autorité Palestinienne s'engage dans un nouveau cycle de négociation, les décideurs à Ramallah ont toujours l'espoir de pouvoir stopper la colonisation, de convaincre les Israéliens et les Américains que le gel des colonies est dans l'intérêt de toutes les parties.

Surtout, il faut comprendre que depuis Oslo, ou plus exactement depuis la seconde Intifada, la direction de l'OLP à Ramallah n'envisage plus que les négociations comme moyen de parvenir à l'auto-détermination. Les raisons de cette obstination sont diverses. Je n'en citerai que quelques-unes :

Tout d'abord, il y a des centaines de millions de dollars et d'euros en jeu. Dès lors, **à partir du moment où les négociateurs de l'OLP s'engagent dans la reprise des pourparlers de paix, il leur est très difficile de faire machine arrière sans prendre le risque que les fonds alloués à la reprise du processus de paix, à la construction de l'État palestinien etc. soient coupés.** Et ce n'est pas seulement le devenir des « notables » de l'Autorité qui est en jeu ici : n'oubliez pas qu'environ **un tiers de la population de Cisjordanie dépend aujourd'hui plus ou moins directement de ces financements internationaux... Tristement, le « processus de paix » est donc en quelque sorte devenu la raison d'être de l'Autorité Palestinienne et de quelques négociateurs. Si les négociations cessent, tout est remis en cause.** A partir de là, un processus de dupes se met en marche et rien ne semble susceptible de le remettre en cause.

Ensuite, la Seconde Intifada -plus de 5000 morts côté palestinien- qui a fait suite à l'échec du Sommet de Camp David reste très présent dans les esprits de certains négociateurs de Ramallah. Ils **ne veulent pas prendre le risque d'une nouvelle reprise des violences dont les Palestiniens souffriraient le plus. Pour cette raison encore, le processus de paix ne doit pas s'interrompre, même si ce n'est devenu qu'une illusion...**

À ceci il faut désormais ajouter que la continuité du processus de paix, selon les paramètres imposés par Israël, les États-Unis et l'UE, est la garantie que l'Autorité et le Fatah soient assurés d'être maintenus au pouvoir (puisque le Hamas continuera à être ostracisé). Les promoteurs du « processus de paix » et une certaine frange du Fatah (certains parmi le Fatah sont critiques de la politique poursuivie par l'AP) ont donc trouvé un ennemi commun. Une partie des dirigeants du Fatah voue une haine féroce au Hamas. Haine qui n'a fait que s'accroître après le coup d'État manqué contre le gouvernement du Hamas, et sa prise de contrôle de Gaza. Cela n'est pas étonnant. Du sang a coulé, il y a eu des morts et des souffrances des deux côtés. Souvenons-nous aussi qu'**au départ, l'émergence du Hamas sur la scène politique palestinienne a été grandement encouragée par Israël de sorte qu'une partie de l'OLP et du Fatah ne peut le considérer comme un représentant du peuple palestinien qui puisse être « légitime »** (surtout à la lumière du rôle historique joué par le Fatah et l'OLP).

Silvia Cattori : Les conférences d'Annapolis (le 27 novembre 2007) et celle de Paris, (le 17 décembre 2007), avaient-elles selon vous un lien avec le coup d'État manqué par le Fatah à Gaza en juin 2007 ? Étaient-elles pour les puissances occidentales et Israël, une autre manière d'**aider le Fatah à réussir son plan de liquidation du Hamas** [5] ?

Ziyad Clot : Oui, elles avaient un lien, elles relèvent de la même dynamique. Les États-Unis et Israël ont donné un certain nombre de gages à l'OLP en contrepartie des progrès réalisés en termes de « sécurité ».

Ces conférences sont en réalité la rencontre de différentes parties aux intérêts et aux motivations diverses. Il y a de la part de l'OLP, Mahmoud Abbas et Saeb Erekat en tête, un véritable engouement. Cela se produit après une longue interruption de négociations. Ils continuent de croire que l'État palestinien est quelque chose de réalisable.

Quant à l'Administration Bush, après sa politique désastreuse dans le monde arabo-musulman, elle a dû estimer que pour regagner un peu de crédit dans la région et pour assurer la sécurité d'Israël, il fallait aller vers la création de l'État palestinien. Cet État a donc été envisagé comme une bonne solution pour Israël et pour les États-Unis, sachant qu'ils pouvaient s'appuyer sur ces « modérés » palestiniens prêts à combattre le terrorisme avec eux. (Comprenez les militants du Hamas et leurs autorités ndl).

Côté israélien, et c'est la grande ironie de l'Histoire, un certain nombre de dirigeants, parmi eux **Ehoud Olmert et Ehud Barak, ont compris que si cet État palestinien -un vague État croupion à l'intérieur des frontières de 1967- ne se faisait pas dans un laps de temps bref, le projet d' « État juif », Israël en tant qu'incarnation du projet sioniste, pouvait toucher à sa fin.** Ehoud Olmert a même déclaré en novembre 2008 –même s'il faut faire la part de ce qui relève aussi d'une manœuvre politique– que, si l'État palestinien ne se réalisait pas rapidement, Israël risquait de se trouver confronté, à terme, à un mouvement anti-apartheid grandissant en Israël et dans les territoires palestiniens.

Israël et les dirigeants de Ramallah, avec des motivations différentes, ont donc eu, chacun à leur manière, intérêt à se remettre à la table des pourparlers. Le négociateur de l'OLP veut, lui, obtenir son État palestinien sur 22 % de la Palestine historique, selon le compromis « historique » accepté dans le cadre de la déclaration d'Alger de 1988. **Le négociateur israélien sait, lui, qu'il peut compter sur les États-Unis pour que cet État palestinien croupion se fasse selon ses propres termes. C'est-à-dire, qu'il y ait, en guise d'État palestinien, une constitution d'enclaves qui sauvegarderait la survie de l'État d'Israël et sa sécurité.**

Silvia Cattori : À la Conférence de Paris les donateurs ont versé davantage que les 7 milliards demandés pour offrir à Salam Fayyad les fonds devant servir à la construction de l'infrastructure institutionnelle et sécuritaire du futur État palestinien. A votre avis, l'objectif non avoué des grandes puissances qui ont organisé la Conférence de Paris n'était-il pas de garantir à terme la mainmise du Fatah sur tous les leviers, à l'exclusion du Hamas ?

Ziyad Clot : Ces milliards ont vocation à **mettre en place un État palestinien démocratique, libéral, vivant en paix et en sécurité avec Israël.** L'essentiel de ces dépenses sont donc consacrées à la mise en place des infrastructures de cet État qui apporterait ces dernières garanties. Cependant, quand vous y regardez de plus près, vous constatez que **plus de 30% du budget de l'Autorité Palestinienne est alloué à la sécurité.** Si vous comparez cela par exemple au budget des pays européens allouent au maintien de l'ordre, c'est effrayant. **Une partie considérable de ces dons internationaux ont effectivement vocation à renforcer l'appareil sécuritaire de l'Autorité avec toutes les dérives que cela implique en termes d'autoritarisme et de violation des libertés fondamentales des Palestiniens.**

Silvia Cattori : C'est tout de même un plan terrifiant que la direction de Ramallah a accepté de mettre en œuvre ! Si pour le président Bush l'objectif évident de la conférence d'Annapolis, et pour Sarkozy/Kouchner de la conférence de Paris, était l'affaiblissement du Hamas, vos collègues n'étaient-ils pas révoltés de travailler pour une **direction palestinienne qui, en collusion avec l'occupant israélien, se livrait à des arrestations massives et à des tortures de jeunes résistants palestiniens, membres ou sympathisants du Hamas ?**

Ziyad Clot : Ce n'est pas la direction de Ramallah qui élabore ces plans « terrifiants »... Si encore elle en avait la capacité ! C'est **Israël qui impose ses volontés aux Palestiniens avec le concours des Américains** et, dans une moindre mesure, des Européens.

Vous savez, tout ceci est surtout une question de point de vue. Chacun voit les choses en fonction de son vécu, de ses sensibilités, de ses intérêts et de ses objectifs. Pour certains, les **résistants sont des terroristes**. Pour d'autres, les modérés sont des « **collabos** »... Ce n'est pas à moi d'en juger. C'est l'Histoire qui juge de ce genre de choses. Et la **vie sous occupation** ne laisse malheureusement que peu d'alternatives aux Palestiniens.

Il y a sans doute au sein du Fatah des gens pour qui la justification de ce « processus de paix » demeure dans la droite ligne de ce que disait Rabin : « Je continuerai à négocier quelques soient les circonstances du moment ; en revanche je combattrai de toutes mes forces les terroristes et les opposants au processus de paix ». On est toujours prisonnier de ce prisme-là plus de 15 ans après les accords d'Oslo, dont il faut pourtant admettre que la logique a échoué. C'est aussi pour cela que le discours, **le leurre, du « processus de paix »** continue. Parce que, si on ne parle plus d'État palestinien, **si on ne parle plus de processus de paix, la politique belliciste menée vis-à-vis du Hamas par Israël, l'OLP, les États-Unis et l'Union européenne, n'a plus de raison d'être. La politique violente contre le Hamas -son exclusion, le blocus de Gaza, ainsi que les condamnations du Quartet ou autres- est une approche qui ne peut subsister qu'aussi longtemps que l'on peut véhiculer l'idée qu'il y a des « modérés » du côté de Ramallah avec qui ont peut négocier**, que ce n'est qu'avec eux qu'on peut parler, que la justice et la paix se trouvent de ce côté-là etc.

Ce processus de négociations va donc de pair avec la démilitarisation, non seulement du Hamas, mais de toutes les factions ou personnes capables de reprendre la résistance armée ou autre. **Le danger pour la direction de Ramallah, ce ne sont d'ailleurs pas seulement les factions susceptibles de mener une résistance armée, mais aussi ceux qui luttent pour la liberté d'expression**. Une bonne partie des mouvements de la société civile qui critiquent le gouvernement et disent qu'il y a une autre voie entre la résistance armée et la négociation avec Israël sont menacés.

Silvia Cattori : **La collaboration de la direction du Fatah avec les forces occupantes est un aspect particulièrement révoltant**. Elle ne peut être passée sous silence. Mais cette direction du Fatah, après toutes les concessions faites à l'occupant, **qu'a-t-elle gagné en retour ?**

Ziyad Clot : La direction de Ramallah a beaucoup perdu dans cette aventure. En février 2008 quand l'armée israélienne mène des opérations militaires contre la population de Gaza, Saeb Erekat déclare officiellement : « On arrête les négociations ». Or, **en secret, les négociations se poursuivent**.

L'opinion publique, les gens qui en Palestine connaissent **l'incapacité de l'OLP à obtenir l'arrêt de la colonisation**, ne croient pas aux promesses faites à la conférence d'Annapolis. D'où le choix des **négoceurs de l'OLP** à aller le plus souvent en secret à des rencontres avec les Israéliens. Ces dirigeants ne peuvent plus rendre compte de rien. **Ils se trouvent dans une position de plus en plus délicate vis-à-vis de l'opinion**. J'ai pu voir cela sur le dossier des réfugiés. Il y avait de la part de la direction politique de Ramallah une incapacité criante à rendre des comptes. Ils sont noyés dans leurs contradictions. **Mais comment peut-on négocier avec les Israéliens, sous occupation, confrontés à des contraintes insurmontables ?**

Je me souviens d'une réunion, en mai ou juin 2008, où nous devons rendre compte de l'avancée des négociations d'Annapolis à des diplomates de l'UE, des États-Unis, des Nations unies. Je me souviens très bien des instructions données à la NSU. Nous étions prévenus que, s'il nous était demandé ce que l'on pensait des discussions sur Jérusalem, on devait répondre que le dossier avançait également mais que nous ne pouvions pas en parler pour des raisons de confidentialité. En réalité, il n'y avait aucun progrès sur Jérusalem, aucune discussion sur les modalités de sa partition... **Mais nous étions tenus de donner l'impression que, malgré les difficultés, les choses avançaient**.

Il ne fallait surtout pas dire que ce dossier était bloqué parce que, si on disait cela aux « partenaires » américains et européens, ou encore si le peuple palestinien apprenait que Jérusalem n'était même pas réellement sur la table des négociations, les « négociateurs » perdaient toute crédibilité. Or, **en réalité, pour tout homme politique israélien, Jérusalem est intouchable**. Ehud Olmert et Tzipi Livni ont fait comprendre d'entrée qu'il n'était pas question de mettre Jérusalem sur la table de négociations. Et de préciser que c'est seulement si le « processus de paix » avançait que la question de Jérusalem serait discutée, mais en toute fin de négociation.

Plus grave encore pour la direction du Fatah, le processus d'Annapolis a débouché sur l'invasion et les massacres de Gaza (en décembre 2008-janvier 2009 : plus de 1400 morts et des milliers de blessés graves). Il s'agit d'un tournant pour le Fatah, -historiquement à la tête du mouvement national palestinien au sein de l'**OLP- qui a lourdement failli dans son rôle de représentant des Palestiniens**.

Silvia Cattori : En somme, ces négociations sont-elles devenue pour ces dirigeants de l'OLP un fonds de commerce profitable ?

Ziyad Clot : C'est devenu un fonds de commerce, de toute évidence. Profitable ? J'en doute, puisque ces négociations ont largement contribué à **saper leur crédibilité** auprès de leur peuple. Certains dirigeants de l'OLP sont devenus des **professionnels de la négociation**. Il y a de nombreuses personnes qui vivent là-dessus.

Mais la réalité, connue des Palestiniens, c'est qu'aujourd'hui, il ne reste plus grand-chose à négocier. Quand vous regardez la carte, entre la colonisation et Jérusalem-Est qui est sous la totale emprise israélienne, **Israël est largement arrivé à ses fins**. Jérusalem-Est est devenue pratiquement la capitale réunifiée israélienne et les colons israéliens sont installés en Cisjordanie où cela leur convient. Aujourd'hui, **Il y a des intérêts financiers immenses autour de l'Autorité**

Palestinienne. Il y a des milliers de Palestiniens dans les territoires et en dehors qui en vivent. Plus largement, au-delà de l'Autorité elle-même, il est effarant de constater le nombre de postes qui ont été créés depuis près de vingt ans au niveau des organisations intergouvernementales, au niveau des diplomaties occidentales, au niveau des ONG, pour soutenir ce « processus de paix » et tout ce qui va avec.

La conclusion à laquelle j'arrive est que le « processus de paix » n'est pas seulement un spectacle mais que c'est aussi un « business » avec quantité d'organisations en tout genre et d'individus qui en vivent : des diplomates, journalistes, experts en tout genre -dont je faisais du reste partie lorsque je travaillais comme conseiller juridique auprès de l'OLP- **qui ont des intérêts propres à la poursuite dudit « processus de paix ».**

Ce sont ces centaines de **millions de dollars et d'euros investis chaque année à perte** qui -doublés de l'**incapacité à condamner Israël pour ses agissements-** expliquent cette **fuite en avant**, alors même que l'objet des négociations -le territoire palestinien, Jérusalem-Est comme capitale de l'État palestinien, l'eau etc.- a malheureusement largement disparu aujourd'hui.

Il est plus que temps de s'interroger sérieusement sur la raison d'être de la poursuite des soutiens au « processus de paix », de **se demander s'ils ne desservent pas l'objectif de paix initial**, en acceptant de **financer une situation d'occupation sans exiger la moindre contrepartie de la part des Israéliens.**

Silvia Cattori : Vous êtes parti. D'autres continuent de participer à ce « business de la paix » [6]. Le sort de ces Palestiniens, qui savent et voient tout cela se faire au prix de leurs souffrances, n'en devient-il pas que plus insupportable ?

Ziyad Clot : Tous les Palestiniens ne souffrent pas au même degré de ce « business » de la paix. Même si les conditions de vie en Cisjordanie sont difficiles, même si ce territoire reste sous occupation, il y fait mieux vivre que dans la Bande de Gaza, qui est, elle, exclue de ce « business »... Tristement, **la situation que vit la Cisjordanie -et plus particulièrement Ramallah- peut donc sembler être un moindre mal.**

Pour en revenir à mon expérience personnelle, j'ai pu démissionner parce que j'ai un passeport français (j'ai donc pu retourner en France quand mon visa n'a pas été renouvelé par les Israéliens) et que cette décision n'engageait que moi (je n'ai pas de famille dans les territoires et de personne à charge). C'était donc sans doute moins difficile pour moi de démissionner. Il ne faut pas oublier que la majorité des Palestiniens n'ont pas ce luxe. Beaucoup de Palestiniens, beaucoup de gens de qualité, trouvent dans ces organisations présentes sur place des postes intéressants et de bons salaires et je comprends tout à fait qu'ils y restent. Ils s'accrochent à leur terre, par tous les moyens possibles. C'est louable.

On aime aussi toujours se convaincre que l'on peut changer les choses de l'intérieur. Moi-même, j'ai eu la faiblesse de le penser puisque j'ai accepté ce poste de conseiller dans le cadre des négociations israélo-palestiniennes.

La réalité est malheureusement cruelle : **ce « business » alimente désormais une vaste entreprise criminelle, dont la population de Gaza souffre le plus.** Le « processus de paix » est en fait un « processus de contrôle », **générateur de divisions et de fragmentation pour les Palestiniens**, dont l'objectif est d'assurer la sécurité d'Israël. C'est cela la situation héritée plus de 15 ans après d'Oslo.

L'OLP a reconnu Israël. Et Israël a exigé que l'« occupé » palestinien ne devienne pas une « menace » pour sa sécurité, sans pour autant reconnaître ses droits. Quand l'occupé résiste, il est mis hors-jeu, il est ostracisé.

En définitive, **le « processus de paix » est un écran de fumée qui masque très bien ce qu'est la réalité vécue par le peuple palestinien.**

Il est même devenu depuis longtemps, et encore davantage depuis 2006, un moteur du conflit israélo-palestinien.

Silvia Cattori : Pour cette majorité de Palestiniens qui, en 2006, a voté pour le mouvement Hamas, et qui a eu à pâtir du fait que le bloc occidental continue de porter à bout de bras la direction du Fatah, n'est-il pas révoltant de savoir que **le Mouvement de solidarité international contribue lui aussi à la division inter-palestinienne** en apportant un soutien politique et financier uniquement aux forces et ONG considérées comme « laïques », à l'exclusion des ONG caritatives musulmanes du Hamas ?

Ziyad Clot : Je ne crois pas être compétent pour vous dire quel est l'état d'esprit des Palestiniens sur cette question. Et je serais bien incapable de vous dire pour qui voteraient aujourd'hui les Palestiniens, si des élections étaient organisées dans les Territoires. Je sais juste qu'il y a aujourd'hui au sein d'une grande partie de l'opinion palestinienne un très fort ressenti tant à l'encontre du Fatah, que du Hamas.

Au regard de mon expérience, je ne peux vous dire que ceci : ce n'est qu'une fois en Cisjordanie que j'ai acquis la conviction qu'**il n'y avait rien de positif à attendre des négociations de paix et de l'Autorité palestinienne.** Or une bonne partie des gens que l'on peut rencontrer en Europe, aux États-Unis ou ailleurs, qui sont sensibles au sort des Palestiniens et de bonne foi, pensent encore que ces négociations peuvent aboutir avec l'Autorité comme seul interlocuteur. C'est ce que je constate en voyant des diplomates français, engagés dès la première heure auprès des Palestiniens ; ou des arabisants s'émouvoir quand on mentionne des personnalités du Fatah ou de l'OLP. Il faut se **rappeler qu'il a fallu attendre des décennies pour que l'OLP soit acceptée par l'opinion internationale.** Et aujourd'hui, quinze ans après leur acceptation internationale comme représentants du peuple palestinien, porter un regard juste, et donc critique, sur cette génération de dirigeants palestiniens « historiques » n'est pas facile pour eux. Ils ont une tendance naturelle à tout leur excuser, à les soutenir envers et contre tout. D'autant que la rhétorique de ces représentants de l'OLP qui gravitent depuis plus de trente ans dans les cercles de l'ONU, de l'UE, ou des mouvements de solidarité, est acceptable pour les militants ou les diplomates lambda de Paris, Genève ou Londres et pour l'opinion publique. Quand ils disent : mon État va être démocratique, libéral, laïc, et je me porterai garant du respect de la liberté de culte et des droits des femmes, etc, leur discours est bien accueilli. Et c'est compréhensible car c'est un bon discours !

Le problème c'est que le résultat des urnes n'a pas été respecté en 2006 et que le discours sur l'État palestinien n'est plus aujourd'hui en phase avec la réalité.

La solution à deux États je n'y crois plus, même si le Fatah comme le Hamas partagent toujours ce même objectif. À un moment donné, j'ai pensé effectivement que cette alternative pouvait apporter un certain nombre de garanties, ne serait-ce

que parce que, d'un simple point de vue sécuritaire, demain, s'il n'y a un État unique –un État unique, binational ou une confédération serait la solution qui est la plus à même de prospérer à long terme– c'est un nouveau 1948. Dans un tel cas de figure, les Israéliens auront la main forte et seront en position d'exercer les pires violences sur les Palestiniens qui résident en Israël et dans les territoires occupés. Il faut garder ce risque très présent à l'esprit.

Les Israéliens ont réussi à gravement affaiblir le mouvement national palestinien en le divisant et en rendant son objectif affiché depuis 1988 (la constitution d'un État viable, souverain et indépendant aux côtés d'Israël) irréalizable.

Aujourd'hui, vous avez une fragmentation immense du peuple palestinien ; des composantes en Cisjordanie, à Jérusalem Est, à Gaza coupée de la Cisjordanie. Des composantes dans les camps de réfugiés et dans la diaspora en exil.

C'est une situation qui peut sembler totalement inextricable à court terme. A mon sens, la seule manière de sortir un jour de cette situation est de refonder le mouvement national palestinien sur la base du « one man, one vote ». C'est-à-dire, sur la base de l'exigence que tout citoyen ou tout individu, qu'il soit Israélien ou Palestinien, a droit à la reconnaissance et à l'exercice de l'ensemble de ses droits humains, civils et politiques en Israël/Palestine. Je crois que c'est la seule manière de permettre à ces différentes composantes de pouvoir se réconcilier. Pourquoi ? Parce qu'on est arrivé aujourd'hui à une situation où les intérêts politiques des différentes composantes du peuple palestinien sont devenus divergents.

Silvia Cattori : Pouvez-vous donner un exemple ?

Ziyad Clot : Prenons l'exemple de la population de Gaza assiégée. Son intérêt est la fin du blocus et de pouvoir retrouver un minimum de dignité et de droits ; pour cela, il faut qu'il soit mis fin à cette absurdité du « processus de paix » qui l'ostracise. Donc, l'intérêt de Gaza est aujourd'hui en complète contradiction avec l'intérêt de la direction de Ramallah qui a, elle, intérêt à poursuivre les négociations avec Israël. Donc il y a là une première divergence d'intérêts entre la population de Gaza et la direction de Ramallah. Ou, en tous cas, entre les directions politiques de Gaza et de Ramallah.

Une deuxième contradiction, un deuxième conflit d'intérêts, a émergé depuis que les autorités israéliennes revendiquent la reconnaissance d'Israël en tant qu'« État juif ». Il y a aujourd'hui une direction à Ramallah, qui se languit d'avoir son État, et qui réalise que pour l'obtenir il sera fait pression sur elle pour qu'elle reconnaisse le caractère « juif » de l'État d'Israël. Autrement dit, qu'elle mette sur un siège éjectable toute la population des Palestiniens de 1948 qui résident en Israël et qui sont citoyens de cet État. Ici git un deuxième conflit d'intérêts potentiel entre les Arabes israéliens et l'Autorité Palestinienne de Ramallah.

Une troisième contradiction est celle posée par les réfugiés en attente de pouvoir revenir chez eux. Et cela, mon livre le montre très bien. En gros, à Annapolis, on a dit aux Palestiniens : « On veut bien vous donner un État, mais vous devez laisser tomber le retour des réfugiés car vous savez très bien que cela n'est pas acceptable pour nous ». C'est le troisième grand conflit d'intérêts entre les différentes composantes du peuple palestinien. A savoir que le projet national palestinien de la constitution d'un État, à la lumière de ce qu'il est devenu au gré de l'avancée de la colonisation israélienne et de l'affaiblissement de l'OLP, est en contradiction avec une chose qui demeure fondamentale pour la majorité des Palestiniens : la reconnaissance du Droit au retour, de leur histoire, de leur identité, de leurs droits, etc.

En conclusion, la seule manière de créer un avenir qui soit acceptable par tous les Palestiniens, est de concentrer ses revendications sur les droits individuels de chaque Palestinien dans le cadre d'un État unique, binational ou d'une confédération avec Israéliens. Cela, il s'agirait désormais de s'y préparer au plus vite. Et entre temps, il est essentiel de focaliser toute son attention et ses efforts sur la question de la gestion des risques humains qui pourraient se profiler dans un futur proche. Car si, un jour, l'Autorité Palestinienne doit s'effondrer, je peux vous dire que les risques engendrés vont être immenses. Nul ne peut imaginer ce qui va se passer. **Même si je pense que cette Autorité est devenue une assez sombre chose et un obstacle à l'auto-détermination palestinienne, il y a un énorme risque à s'engager sur la voie de son démantèlement. Il serait en tout cas suicidaire de le faire sans une réflexion approfondie et sans la consultation des Palestiniens.**

Entretien réalisé le 12 décembre 2010.

Silvia Cattori

[1] Dès le début des pourparlers d'Oslo, c'est la sécurité d'Israël qui a été mise au centre des discussions et non pas l'exigence pour l'occupant de reconnaître le droit des Palestiniens à vivre librement sur leur terre.

[2] *Adam Smith International* (ASI) est un *Think tank* britannique dont la ligne politique promeut le marché libre et les idées libérales. C'est à l'ASI qu'il a été demandé en 1999 de mettre en place à Ramallah la « *Negotiation Support Unit* » pour servir de conseil à l'OLP.

[3] Voir : « [Empty heads and full pockets](#) », par Khaled Amayreh, *Al-Ahram Weekly*, 6 décembre 2007. Cet article relève que : « *La NSU est financée et effectivement contrôlée par l'Adam Smith Institute (ASI), un think-tank basé à Londres qui est vulnérable aux pressions des milieux pro-israéliens. Ainsi, par exemple, il y a deux ans, l'ASI a obligé la NSU à licencier deux juristes Palestino-Américains hautement qualifiés, Michael Tarazi et Diana Buttu, pour être allés trop loin dans la défense des droits des Palestiniens, en particulier lors des débats télévisés avec des porte-paroles israéliens.* »

[4] Voir :

□ « [The Gaza Bombshell](#) », par David Rose, *Vanity Fair*, 3 mars 2008. et [une traduction française partielle de cet article](#)

[5] La *Central Intelligence Agency* (CIA), finance et entraîne, avec une intensité accrue depuis 2008, la Force de sécurité préventive et le Service Général de Renseignement en Cisjordanie. Ces deux services de sécurité répressifs à l'usage de la direction du Fatah à Ramallah—placés sous le commandement du général US Keith Dayton—sont responsables de l'arrestation de milliers d'opposants, notamment des partisans du Hamas ; détenus sans procès et soumis à des tortures il n'y a jamais eu, à notre connaissance, aucune mobilisation en leur défense.

[6] *International Assistance to the Palestinians after Oslo*, a établi que 8 milliards ont été alloués à l'Autorité Palestinienne entre 1994 et 2006 pour son développement et des opérations d'assistance de première nécessité. Ces fonds, qui s'ajoutent à l'aide bilatérale etc, dispensent à Israël de devoir assumer financièrement ses obligations d'occupant. Voir le livre : « *International Assistance to the Palestinians after Oslo : Political Guilt, Wasted Money* », par Anne Le More, *Routledge*, 2008.

Ziyad Clot, né en 1977, auteur du livre « *Il n'y aura pas d'État palestinien* » (Paris, Max Milo, 2010) est diplômé de l'Université Paris II Assas et de Sciences Po. Il a vécu à Paris, en Égypte, en Palestine et dans le Golfe.

<http://sos-crise.over-blog.com/article-la-verite-sur-la-question-palestinienne-une-crise-entretenu-machiaveliquement-84622083.html>

2 Chávez, Evo et Obama : Opinion de Fidel Castro Ruz

Je fais une pause dans les tâches qui occupent tout mon temps ces jours-ci pour dire quelques mots au sujet de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies qui offre une occasion singulière à la science politique.

Cette réunion annuelle demande un gros effort et constitue une dure épreuve pour ceux qui occupent les plus hautes responsabilités politiques dans bien des pays. Quant aux amateurs de cet art, qui ne sont pas peu nombreux dans la mesure où il touche vitalemment tout le monde, il leur est difficile d'échapper à la tentation d'observer ce spectacle interminable, quoiqu'instructif.

Il existe tout d'abord une foule de thème épineux et de conflits d'intérêts. Un grand nombre de participants doivent prendre position au sujet de faits qui constituent des violations de principes flagrantes. Ainsi, quelle position adopter devant les massacres de l'OTAN en Libye ? Quel gouvernement souhaite-t-il vraiment laisser un témoignage qu'il a appuyé le crime monstrueux des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN dont les avions dernier cri, avec ou sans pilote, ont réalisé plus de vingt mille missions d'attaque contre un petit État du Tiers-monde d'à peine six millions d'habitants, alléguant des mêmes prétextes qu'ils ont avancés hier pour attaquer ou envahir la Serbie, l'Afghanistan, l'Iraq, et qu'ils avancent aujourd'hui pour menacer de le faire contre la Syrie ou n'importe quel autre pays du monde ?

Or, n'est-ce donc pas le gouvernement de l'État hôte de l'ONU qui a réalisé la boucherie du Vietnam, du Laos et du Cambodge, l'attaque mercenaire de la baie des Cochons à Cuba, l'invasion de Saint-Domingue, la « sale guerre » au Nicaragua, l'occupation de la Grenade, l'attaque du Panama et le massacre de ses habitants d'El Chorrillo ? Qui donc a fomenté les coups d'États militaires et les tueries au Chili, en Argentine et en Uruguay, qui se sont soldés par des dizaines de milliers de morts et de disparus ? Je ne parle pas de faits survenus voilà cinq cents ans quand les Espagnols inaugurèrent le génocide en Amérique ou voilà deux cents ans, quand les Yankees exterminaient les Indiens aux États-Unis ou esclavaient les Africains, bien que, selon la Déclaration de Philadelphie, « tous les hommes naissent libres et égaux » ; non, je parle de faits survenus ces dernières décennies et survenant aujourd'hui même.

On ne saurait manquer de rappeler et d'évoquer ces faits face à un événement aussi important et aussi marquant que cette session de l'Organisation des Nations Unies qui met à l'épreuve la fermeté politique et la morale des gouvernements.

Beaucoup y représentent des pays petits et pauvres qui ont besoin de l'appui et de la coopération internationale, de la technologie, des marchés et des crédits que les puissances capitalistes développées ont manipulés à leur guise.

Malgré le monopole que les médias exercent d'une manière éhontée et les méthodes fascistes auxquelles recourent les États-Unis et leurs alliés pour berner et duper l'opinion mondiale, la résistance des peuples se durcit, et l'on peut le constater dans les débats en cours aux Nations Unies.

De nombreux dirigeants du Tiers-monde ont, malgré les obstacles et les contradictions susmentionnés, exposé leurs idées avec courage. Ainsi, on ne perçoit plus dans les voix des gouvernements latino-américains et caribéens le honteux accent lèche-bottes, manière OEA, qui caractérisait les prises de position des chefs d'État ces dernières décennies. Deux d'entre eux se sont adressés à l'Assemblée générale, et tous deux, le président bolivarien Hugo Chávez, sang-mêlé des races qui forme le peuple vénézuélien, et Evo Morales, de la pure lignée millénaire des indigènes, ont présenté leurs vues à cette session, le premier à travers un message, le second en direct pour répondre au discours du président yankee.

La chaîne Telesur a transmis les trois prises de position, ce qui a permis de connaître, dès mardi soir, 20 septembre, le message du président Chávez que Walter Martínez a lu à son programme Dossier. Obama, lui, a pris la parole mercredi matin, en tant que chef d'État du pays hôte de l'ONU, et Evo Morales l'a fait ce même jour en début d'après-midi. Pour faire court, je reprendrai les paragraphes essentiels de chaque texte.

Chávez n'a pas pu assister personnellement au sommet des Nations Unies, parce que douze années de lutte inlassable, sans un jour de repos, ont menacé sa santé et mis sa vie en danger et qu'il se bat aujourd'hui avec courage pour se rétablir pleinement. Mais il ne pouvait pas ne pas aborder le point le plus épineux de cette session historique dans son message courageux que je reproduis presque intégralement :

Je m'adresse à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies [...] pour ratifier aujourd'hui et en ce lieu l'appui total du Venezuela à la reconnaissance de l'État de Palestine,

au droit de la Palestine de se convertir en un État libre, souverain et indépendant. Il s'agit là d'un acte de justice historique envers un peuple qui porte en soi depuis toujours toute la douleur et toute la souffrance du monde,

Le grand philosophe français Gilles Deleuze a dit, empruntant l'accent de la vérité [...] : « La cause palestinienne est avant tout l'ensemble des injustices que ce peuple a souffert et continue de souffrir. » Il est aussi – oserai-je ajouter – une volonté de résistance permanente et irrépressible qui est d'ores et déjà inscrite dans la mémoire héroïque de la condition humaine. [...] Mahmoud Darwish, cette voix infinie de la Palestine possible, nous parle depuis le sentiment et la conscience de cet amour :

Qu'avons-nous besoin du souvenir

Le Carmel est en nous

Et sur nos paupières pousse l'herbe de Galilée

Ne dis pas : Que ne courrions-nous pas comme un fleuve pour le rejoindre

Nous sommes dans la chair de notre pays

Il est en nous

Contre ceux qui soutiennent à tort que ce que le peuple palestinien a souffert n'est pas un génocide, Deleuze soutient avec une lucidité implacable : « D'un bout à l'autre, il s'agira de faire comme si le peuple palestinien, non seulement ne devait plus être, mais n'avait jamais été. » C'est là - comment dire ? - le degré zéro du génocide : décréter qu'un peuple n'existe pas ; lui nier le droit à l'existence.

[...] Aussi la solution du conflit du Moyen-Orient passe-t-elle forcément par la justice à rendre au peuple palestinien : telle est la seule voie si l'on veut conquérir la paix.

L'on souffre et l'on s'indigne de constater que ceux qui ont subi l'un des pires génocides de l'Histoire se sont convertis en bourreaux du peuple palestinien ; l'on souffre et l'on s'indigne de constater que le legs de l'Holocauste est la Nakba. Et l'on s'indigne tout court de constater que le sionisme continue de recourir au chantage de l'antisémitisme contre ceux qui s'opposent à ses sévices et à ses crimes. Israël a instrumentalisé et instrumentalise d'une façon éhontée et vile la mémoire des victimes. Et il le fait pour pouvoir agir en toute impunité contre la Palestine. Il n'est pas oiseux, soit dit en passant, de rappeler que l'antisémitisme est une plaie occidentale, européenne, dont les Arabes ne sont pas partie prenante. N'oublions pas en plus que c'est le peuple sémite palestinien qui souffre de l'épuration ethnique pratiquée par l'État colonialiste israélien.

Qu'on me comprenne bien : autre chose est refuser l'antisémitisme, autre chose, et très différente, d'accepter passivement que la barbarie sioniste impose au peuple palestinien un régime d'apartheid. D'un point de vue éthique, quiconque refuse le premier doit condamner le second.

...le sionisme, comme vision du monde, est foncièrement raciste. Les affirmations de Golda Meir en sont, dans le cynisme atterrant, la preuve criante : « Comment pourrions-nous rendre les territoires occupés ? Il n'y a personne à qui les rendre ! Ce qu'on appelle les Palestiniens n'existe pas. Ce n'est pas comme on pensait : qu'il existait un peuple dit palestinien, qui se considère lui-même palestinien, et qu'à notre arrivée nous avons expulsé et auquel nous avons enlevé son pays. Non, ils n'existaient pas. »

[...]

Lisez et relisez donc ce document qui est passé à l'Histoire comme la Déclaration de Balfour de 1917 : le gouvernement britannique s'arrogeait la faculté de promettre aux juifs un foyer national en Palestine, méconnaissant délibérément la présence de ses habitants et leur volonté. Et rappelons que chrétiens et musulmans ont vécu en paix, des siècles durant, en Terre sainte jusqu'à ce que le sionisme ait entrepris de la revendiquer comme sa propriété entière et exclusive.

Rappelons encore [...] qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le peuple palestinien verrait sa tragédie empirer par son expulsion à la fois de son territoire et de l'Histoire. La résolution 181 des Nations Unies – ignominieuse et illégale – recommanda en 1947 la partition de la Palestine en un État juif, en un État arabe et en une zone sous contrôle international (Jérusalem et Bethléem), concédant ainsi [...] 56 p. 100 du territoire au sionisme pour qu'il y constitue son État. Cette Résolution violait de fait le droit international et bafouait d'une manière flagrante la volonté des grandes majorités arabes : le droit des peuples à l'autodétermination devenait lettre morte.

[...]

...contrairement à ce qu'Israël et les États-Unis prétendent faire accroire au monde à travers les transnationales de la communication, ce qu'il est arrivé et ce qu'il continue d'arriver en

Palestine n'est pas – disons-le avec Saïd – un conflit religieux : c'est un conflit politique marqué au sceau du colonialisme et de l'impérialisme ; ce n'est pas un conflit millénaire : c'est un conflit contemporain ; ce n'est pas un conflit qui est né au Moyen-Orient : c'est un conflit qui est né en Europe.

Quel était et quel est encore le nœud du conflit ? Le fait qu'on privilégie dans les discussions et les analyses la sécurité d'Israël, jamais celle de la Palestine. L'histoire récente le corrobore : il suffit de rappeler la nouvelle équipée génocidaire déclenchée à Gaza par Israël à travers l'opération Plomb fondu.

On ne saurait ramener la sécurité de la Palestine à la simple reconnaissance d'un gouvernement autonome et d'un contrôle policier limités dans ses « enclaves » de la Rive Ouest du Jourdain et de la bande de Gaza, tout en ignorant non seulement la création de l'État palestinien dans les frontières antérieures à 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, les droits de ses nationaux et le droit de son peuple à l'autodétermination, mais encore le droit à la compensation et le droit au retour de la moitié de la population palestinienne dispersée dans le monde entier, aux termes de la Résolution 194.

Il est incroyable qu'un pays, Israël, qui doit son existence à une résolution de l'Assemblée générale puisse mépriser à ce point les résolutions émanant des Nations Unies ! Voilà ce que dénonçait le père Miguel D'Escoto quand il réclamait la fin du massacre de la population de Gaza fin 2008 et début 2009.

[...]

On ne saurait ignorer la crise des Nations Unies. J'ai soutenu en 2005, devant cette même Assemblée générale, que le modèle des Nations Unies périssait. Le fait que le débat sur la question de Palestine ait été ajourné et qu'on soit en train de le saboter ouvertement en est une nouvelle confirmation.

Washington ne cesse de répéter depuis plusieurs jours qu'il opposera son veto, au Conseil de sécurité, à ce qui sera une résolution majoritaire de l'Assemblée générale : à la reconnaissance de la Palestine comme membre de plein droit de l'ONU. Nous avons d'ores et déjà déploré, aux côtés des nations sœurs qui constituent l'Alliance bolivarienne des peuples de Notre Amérique (ALBA), dans la Déclaration de reconnaissance de l'État de Palestine, qu'une aspiration si juste soit bloquée par ce biais. L'Empire, nous le savons tous, prétend dans ce cas comme dans d'autres imposer un deux-poids-deux-mesures dans l'arène internationale : c'est là la double morale yankee qui, tout en violant le droit international en Libye, permet à Israël de faire ce qu'il lui chante, devenant ainsi le principal complice du génocide que la barbarie sioniste commet contre les Palestiniens. Je rappelle une phrase de Saïd qui met bien le doigt sur la plaie : compte tenu des intérêts d'Israël aux États-Unis, la politique de ce pays au Moyen-Orient est donc israélocentriste.

Je voudrais conclure en faisant entendre la voix de Mahmoud Darwish dans un poème mémorable Sur cette terre :

Il y a sur cette terre ce qui mérite de vivre

Il y a sur cette terre,

Le commencement des commencements,

La fin des fins.

On l'appelait Palestine et on l'appelle désormais Palestine.

Madame, je mérite, parce que vous êtes ma dame,

Je mérite de vivre.

Elle continuera de s'appeler la Palestine. La Palestine vivra et vaincra ! Vive la Palestine libre, souveraine et indépendante !

Hugo Chávez Frías

Président de la République bolivarienne du Venezuela

Quand la session s'est ouverte le lendemain matin, ses mots étaient gravés dans le cœur et l'esprit des délégués réunis.

Le dirigeant bolivarien n'est pas un ennemi du peuple juif. Fort de sa sensibilité si particulière, il hait profondément le crime brutal que les nazis ont commis contre des enfants, des femmes et des hommes, jeunes ou vieux, dans les camps de concentration où – faut-il le rappeler, bien que personne ne le mentionne ? – les gitans ont été victimes de crimes atroces et d'une tentative d'extermination, et où des centaines de milliers de Russes ont aussi péri en tant que race inférieure selon les conceptions raciales nazies.

De retour dans son pays en provenance de Cuba, le jeudi 22 septembre au soir, il s'est référé, indigné, au discours prononcé par Barack Obama aux Nations Unies. Je l'ai rarement entendu parler avec un tel désenchantement d'un dirigeant qu'il traitait jusque-là avec un certain respect en tant que victime de la propre histoire de discrimination raciale aux États-Unis, dont il

conservait un souvenir respectueux découlant de leurs échanges au Sommet de Trinité-et-Tobago, mais qu'il n'aurait jamais cru capable d'agir comme un George W. Bush :

« Hier, nous avons écouté une série de discours, et avant-hier aussi, aux Nations Unies, des discours précis comme celui de la président Dilma Rousseff, des discours d'une grande charge morale comme celui du président Evo Morales, mais aussi un discours, celui du président Obama, qu'on pourrait qualifier de monument au cynisme. Oui, un cynisme, peint sur son propre visage qui était d'ailleurs tout un poème ! Obama lançant un appel à la paix, vous imaginez un peu ? Au nom de quelle morale ? Oui, un monument historique au cynisme, ce discours du président Obama.

« On a aussi entendu des discours précis, ouvrant des voies : celui du président Lugo, celui de la présidente argentine, fixant des positions courageuses face au monde. »

Une fois la session inaugurée à New York, mercredi 21 septembre au matin, par le discours de la présidente brésilienne, le président étasunien est monté à la tribune et a pris la parole :

Depuis presque sept décennies, quand bien même les Nations Unies ont contribué à empêcher une troisième guerre mondiale, nous vivons encore dans un monde balaféré par les conflits et tourmenté par la pauvreté. Quand bien même nous proclamons notre amour de la paix et notre haine de la guerre, le monde reste en proie à des troubles qui nous mettent tous en danger.

Je serais curieux de savoir à quel moment, selon Obama, l'ONU a empêché une troisième guerre mondiale !

Je suis entré en fonction alors que les États-Unis livraient deux guerres. Qui plus est, les extrémistes violents qui nous ont fait entrer en guerre en premier lieu – Oussama ben Laden et son organisation Al-Qaeda – avaient toujours les coudées franches. Aujourd'hui, nous avons fixé un nouveau cap.

Les opérations militaires des USA en Iraq vont prendre fin d'ici à la fin de l'année. Nous allons avoir des relations normales avec un pays souverain, membre de la communauté des nations. Ce partenariat égal se renforcera grâce à notre soutien à l'Iraq, à son gouvernement et à ses forces de sécurité, à son peuple et à ses aspirations.

De quel pays parle vraiment Obama?

Tout en mettant fin à la guerre en Iraq, les États-Unis et nos partenaires de la coalition ont commencé une transition en Afghanistan. D'ici à 2014, un gouvernement afghan et des forces de sécurité toujours plus capables entreprendront d'assumer la responsabilité de l'avenir du pays. Et à mesure qu'ils le feront, nous retirerons nos forces tout en construisant un partenariat durable avec le peuple afghan.

Nul ne doute, donc, que la marée de la guerre est en train de refluer.

Quand je suis entré en fonction, à peu près 180 000 Étasuniens servaient en Afghanistan et en Iraq. D'ici la fin de l'année, leur quantité aura diminué de moitié et continuera de diminuer. Ceci est capital pour la souveraineté de l'Iraq et de l'Afghanistan, et tout aussi essentiel pour le renforcement des USA dans la mesure où nous édifions notre nation chez nous.

De plus, nous allons finir ces guerres en position de force. Voilà dix ans, il y avait une plaie béante ouverte et des amas d'acier tordus, un cœur brisé au centre de cette ville-ci. La nouvelle tour qui se dresse au Grounds Zéro symbolise la renaissance de New York, tandis qu'Al Qaeda est soumis aujourd'hui à plus de pressions que jamais, que son leadership s'est dégradé, et qu'Oussama ben Laden, quelqu'un qui a tué de milliers de personnes dans des dizaines de pays, ne mettra plus jamais la paix du monde en péril.

De qui Ben Laden a-t-il été l'allié ? Qui donc l'a entraîné et armé pour combattre les Soviétiques en Afghanistan ? Pas les socialistes ni les révolutionnaires, en tout cas, nulle part au monde !

Eh bien, oui, cette décennie a été difficile. Mais nous sommes aujourd'hui au carrefour de l'Histoire, et nous avons l'occasion de nous acheminer décisivement vers la paix. Mais, pour ce faire, nous devons en revenir à la sagesse de ceux qui ont créé cette institution. La Charte des Nations Unies nous appelle à « joindre nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales ». [...]

Qui donc a des bases militaires partout dans le monde ? Qui donc est le plus gros exportateur d'armes ? Qui donc possède des centaines de satellites espions ? Qui donc investit plus d'un billion de dollars par an en dépenses militaires ?

[...] Cette année a été une époque de transformation extraordinaire. Toujours plus de nations ont progressé pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Toujours plus d'individus réclament le droit universel de vivre dans la liberté et la dignité.

Il a cité les cas du Soudan du Sud et de la Côte-d'Ivoire. Sans dire, bien entendu, que, dans le premier, les transnationales yankees se sont précipitées sur les réserves pétrolière de ce nouvel État dont le président a dit à l'Assemblée générale même des Nations Unies qu'il s'agissait d'une ressource précieuse, mais épuisable, et a proposé de l'utiliser d'une manière rationnelle et optimale.

Dans le cas de la Côte-d'Ivoire, Obama n'a pas dit non plus que la paix y a été instaurée avec l'appui des soldats colonialistes d'un membre éminent de la belliqueuse OTAN qui vient de larguer des milliers de bombes sur la Libye.

Obama a mentionné ensuite la Tunisie, attribuant aux États-Unis le mérite du mouvement populaire qui y a renversé un gouvernement allié de l'impérialisme.

Plus étonnant encore : Obama prétend ignorer que les États-Unis ont été les responsables de l'installation en Égypte d'un gouvernement tyrannique et corrompu, celui d'Hosni Moubarak, qui, bafouant les principes de Nasser, s'allia à l'impérialisme, vola à son pays des dizaines de milliards et asservit ce peuple courageux.

Voilà un an, l'Égypte avait connu le même président depuis presque trente ans. Mais, pendant dix-huit jours, les yeux du monde ont été tournés vers la place Taghir où des Égyptiens de tous les horizons – hommes et femmes, jeunes et vieux, musulmans et chrétiens – réclamaient leurs droits universels. Nous avons vu dans ces manifestants la force morale de la non-violence qui a illuminé le monde, de la Nouvelle-Delhi à Varsovie, de Selma à l'Afrique du Sud, et nous avons su que le changement était arrivé en Égypte et dans le monde arabe.

[...] Face aux balles et aux bombes, le peuple libyen a refusé jour après jour de renoncer à cette liberté. Et quand il a été menacé par ce genre d'atrocités massives qui a si souvent sévi au siècle dernier, les Nations Unies ont fait la fête à leur Charte, le Conseil de sécurité a autorisé toutes les mesures requises pour éviter un massacre, la Ligue arabe a réclamé cet effort, des nations arabes ont rejoint la coalition conduite par l'OTAN qui a barré la route aux forces de Kadhafi.

[...] Hier, les dirigeants de la nouvelle Libye ont pris place ici, parmi nous, de plein droit, et cette semaine les États-Unis rouvrent leur ambassade à Tripoli.

Voici comment la communauté internationale est censée fonctionner : des nations qui s'unissent au nom de la paix et de la sécurité ; des individus qui réclament leurs droits. Maintenant, nous avons tous la responsabilité d'appuyer la nouvelle Libye, le nouveau gouvernement libyen qui doit relever le défi de transformer ce moment de promesse en une paix juste et durable pour tous les Libyens.

Oui, cette année a été remarquable. Le régime de Kadhafi est terminé. Gbagbo, ben Ali, Moubarak ne sont plus au pouvoir. Oussama ben Laden est parti, et l'idée que le changement ne peut arriver que par la violence a été ensevelie avec lui.

Quelle façon euphémique de liquider la question Ben Laden ! Quelles qu'aient été les responsabilités de cet ancien allié, il a été exécuté d'une balle en plein visage devant sa femme et ses enfants, puis lancé en mer depuis un porte-avions, en violation des mœurs et des traditions religieuses de plus d'un milliard de croyants et des principes juridiques élémentaires fixés dans tous les systèmes pénaux. De telles méthodes ne conduisent pas à la paix et n'y conduiront jamais !

Il a affirmé aussitôt après :

Quelque chose se passe dans notre monde. Ce n'est pas parce que les choses se sont déroulées d'une certaine façon par le passé qu'elles se dérouleront de la même manière à l'avenir. La dalle humiliante de la corruption et de la tyrannie est en train de se soulever. Les dictateurs sont mis en demeure. La technologie met le pouvoir aux mains du peuple. Les jeunes refusent fortement la dictature et rejettent le mensonge selon lequel des races, des peuples, des religions, des ethnies ne désirent pas la démocratie. La promesse écrite sur le papier : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits », est toujours plus à portée de la main.

[...] L'aune de notre succès est si les gens peuvent vivre dans une liberté, une dignité et une sécurité durables. Et les Nations Unies et leurs États membres doivent jouer leur rôle pour soutenir ces aspirations essentielles. Et nous avons encore du pain sur la planche.

Puis Obama s'en est pris à un autre pays musulman où, on le sait, ses services secrets et ceux d'Israël assassinent systématiquement les meilleurs scientifiques en matière de technologie militaire.

Il a, aussitôt après, menacer la Syrie où l'agressivité yankee peut conduire à un massacre encore plus épouvantable qu'en Libye :

[...] Des hommes, des femmes et des enfants ont été et torturés, emprisonnés et tués par le régime syrien. Des milliers ont été assassinés, dont beaucoup durant la période sainte du Ramadan. Des milliers d'autres ont fui à travers la frontière. Le peuple syrien a fait preuve de dignité et de courage dans sa quête de la justice, protestant pacifiquement, s'asseyant en silence dans les rues, mourant pour les mêmes valeurs que cette institution-ci est censée

défendre. Et la question pour nous est claire : allons-nous appuyer le peuple syrien ou allons-nous appuyer ses oppresseurs ?

L'ONU a déjà appliqué de dures sanctions aux dirigeants syriens. Nous soutenons un transfert de pouvoir qui réponde au peuple syrien, et beaucoup de nos alliés nous ont rejoints dans cet effort. Mais, pour le bien de la Syrie et pour la paix et la sécurité dans le monde, nous devons tous parler d'une seule voix : il n'y a plus d'excuses pour ne pas agir. Il est temps que le Conseil de sécurité des Nations Unies sanctionne le régime syrien et appuie le peuple syrien.

Reste-t-il, par hasard, un pays qui soit à l'abri des menaces belliqueuses de cet illustre défenseur de la sécurité et de la paix internationales ? Qui donc a concédé de telles prérogatives aux États-Unis ?

Nous devons répondre aux appels au changement dans cette région. Au Yémen, des hommes des femmes et des enfants se réunissent tous les jours par milliers dans les rues et sur les places dans l'espoir que leur détermination et l'effusion de sang l'emporteront sur un système corrompu. Les États-Unis appuient ces aspirations. Nous devons œuvrer avec les voisins du Yémen et avec nos partenaires dans le monde pour chercher une voie qui conduise à une passation pacifique de pouvoir de la part du président Saleh et à l'organisation dans les meilleurs délais d'élections justes et libres.

Au Bahreïn, des mesures ont été prises pour démarrer la réforme et la responsabilité. Nous en sommes satisfaits, mais il en faut plus. Les États-Unis sont des proches amis du Bahreïn, et nous continuerons d'appeler le gouvernement et le principal bloc d'opposition – le Wifaq – à poursuivre un dialogue sérieux qui apporte les changements pacifiques que désire le peuple. Nous croyons que le patriotisme qui maintient les Bahreïnis ensemble doit être plus puissant que le sectarisme qui les déchirerait. Ce sera dur, mais c'est possible.

Obama se garde bien de dire qu'il s'y trouve une des plus grandes bases militaires étasuniennes de la région et que les transnationales yankees contrôlent et manipulent à leur guise les plus grandes réserves de pétrole et de gaz d'Arabie saoudite et des Émirats arabes.

Nous croyons que chaque nation doit suivre son propre chemin pour satisfaire aux aspirations des peuples. Les États-Unis ne sauraient espérer être d'accord avec les vues politiques de chaque personne ou de chaque individu. Mais nous défendrons toujours les droits universels que prône cette Assemblée. Ces droits dépendent d'élections libres et justes, d'une gouvernance transparente et responsable, du respect des droits des femmes et des minorités, d'une justice égale pour tous et équitable. Voilà ce que méritent nos peuples. Tels sont les facteurs d'une paix appelé à durer.

De plus, les États-Unis continueront d'appuyer les nations en transition vers la démocratie par plus de commerce et d'investissements, afin que la liberté soit accompagnée des chances. Nous renforcerons notre engagement avec les gouvernements, mais aussi avec la société civile – les étudiants, les hommes d'affaire, les partis politiques et la presse. Nous avons interdit aux violeurs des droits humains d'entrer dans notre pays. Et nous avons sanctionné ceux qui les bafouent à l'étranger. Et nous serons toujours la voix de ceux qui ont été bâillonnés.

Après ce long laïus, l'insigne Prix Nobel de la paix a abordé la question épineuse de son alliance avec Israël, un pays qui ne figure pas, comme chacun sait, parmi les détenteurs privilégiés d'un des systèmes les plus modernes d'armes atomiques et de vecteurs capables d'atteindre des cibles lointaines. Obama sait pertinemment combien cette politique est arbitraire et impopulaire.

Je sais maintenant, en particulier cette semaine, que, pour beaucoup dans cette salle, il est un point qui apparaît comme un test pour ces principes et un test pour la politique étrangère étasunienne : le conflit entre Israël et les Palestiniens.

Voilà un an, de cette même tribune, j'ai lancé un appel à une Palestine indépendante. Je croyais alors et je le crois encore, que le peuple palestinien mérite son État. Mais j'ai aussi affirmé qu'une paix authentique ne pouvait se faire qu'entre les Israéliens et les Palestiniens eux-mêmes. Un an après, malgré les efforts intenses consentis par les États-Unis et d'autres acteurs, les parties n'ont toujours pas comblé leurs différends. Devant cette impasse, j'ai avancé une nouvelle base de négociations en mai dernier. Cette base est claire. Chacun de vous la connaît. Les Israéliens doivent savoir que tout accord leur garantira la sécurité. Les Palestiniens méritent de savoir ce que sera la base territoriale de leur État.

Je sais que beaucoup sont frustrés par ce manque de progrès. Moi aussi, je vous l'assure. En fait, la question n'est pas le but que nous cherchons, mais comment l'atteindre. [...] La paix demande qu'on travaille dur. La paix ne viendra pas à travers des déclarations et des

résolutions des Nations Unies – si c'était si facile, elle aurait déjà été faite. Somme toute, ce sont les Israéliens et les Palestiniens qui doivent vivre côte à côte. Somme toute, ce sont les Israéliens et les Palestiniens, et pas nous, qui doivent tomber d'accord sur les points qui les divisent : les frontières et la sécurité, les réfugiés et Jérusalem.

Somme toute, la paix dépend d'un compromis entre des gens qui sont appelés à vivre ensemble bien longtemps après que nous ayons prononcé nos discours, bien après que nos scrutins aient été dépouillés.

Il s'est lancé ensuite dans une longue tirade pour expliquer l' inexplicable et justifier l' injustifiable :

[...] Il est incontestable que les Palestiniens ont vu cet espoir [un État souverain] retardé durant trop longtemps. C'est justement parce que nous croyons si fort aux aspirations du peuple palestinien que les États-Unis ont investi tant de temps et tant d'efforts dans la construction d'un État palestinien, et dans les négociations qui peuvent aboutir à un État palestinien.

Mais qu'on nous comprenne bien: l'engagement des États-Unis envers la sécurité d'Israël est inébranlable. Notre amitié avec Israël est profonde et durable. [...]

[...]

Le peuple juif a forgé un État réussi sur sa patrie historique. Israël mérite d'être reconnu. Il mérite des relations normales avec ses voisins. Et les amis des Palestiniens ne leur rendent aucun service en ignorant cette vérité [...]

[...] Chaque partie a des aspirations légitimes, et c'est bien cet aspect-là qui rend la paix si difficile. Et l'on ne pourra sortir de l'impasse que lorsque chaque partie se mettra dans la peau de l'autre, de façon que chaque partie voie le monde à travers les yeux de l'autre. Voilà ce que nous devons encourager. Voilà ce que nous devons promouvoir.

En attendant, les Palestiniens sont toujours bannis de leur patrie ; leurs logements sont détruits par de monstrueux engins mécaniques, et un mur odieux, bien plus élevé que celui de Berlin, les sépare les uns des autres. Obama aurait mieux fait de reconnaître que les Israéliens eux-mêmes sont désormais las de voir les ressources de leur pays gaspillées en dépenses militaires, ce qui les prive de la paix et de l'accès à des moyens de vie élémentaires. À l'instar des Palestiniens, ils souffrent les conséquences de ces politiques imposées par les États-Unis et par les secteurs les plus militaristes et les plus réactionnaires de l'État sioniste.

Tout en relevant ces défis de conflit et de révolution, nous devons reconnaître aussi et nous rappeler que [...] la paix véritable dépend de la création des chances qui rendent la vie digne d'être vécue. Pour ce faire, nous devons faire face aux ennemis communs de l'humanité : les armes atomiques et la pauvreté, l'ignorance et les maladies. [...]

On n'y entend goutte à ce galimatias du président étasunien devant l'Assemblée générale ?

N'empêche qu'il prône aussitôt après son inintelligible philosophie :

Pour éloigner le spectre de la destruction massive, nous devons œuvrer de concert pour poursuivre la paix et la sécurité dans un monde exempt d'armes nucléaires. Ces deux dernières années, nous nous sommes engagés sur cette voie. Depuis notre Sommet de Washington sur la sécurité nucléaire, près d'une cinquantaine de nations ont pris des mesures pour garantir leur matériau nucléaire contre les terroristes et les contrebandiers.

Peut-il exister pire terrorisme que la politique agressive et belliciste d'un pays dont l'arsenal d'armes atomiques peut détruire plusieurs fois la vie humaine sur cette planète ?

Mais Obama continue de nous faire des promesses :

Les États-Unis continueront de travailler à l'interdiction des essais d'armes nucléaires et de la production de la matière fissile nécessaire à leur production.

Et nous avons commencé à marcher dans la bonne direction. Et les États-Unis se sont engagés à remplir leurs obligations. Mais, tout en les remplissant, nous avons renforcé les traités et les institutions qui contribuent à stopper la prolifération de ces armes. [...]

Le gouvernement iranien ne peut prouver que son programme est pacifique. [...]

Quelle scie, de nouveau ! Mais cette fois-ci l'Iran n'est pas seul : il est en compagnie de la République démocratique et populaire de Corée.

La Corée du Nord doit prendre des mesures concrètes pour renoncer à ses armes et à son attitude belligérante contre le Sud. Il existe un avenir de plus grandes possibilités pour les peuples de ces nations si leurs gouvernements respectent leurs obligations internationales. Mais s'ils continuent de marcher à l'écart du droit international, ils devront faire l'objet de plus fortes mesures de pression et d'isolement. C'est ce que réclame notre attachement à la paix et à la sécurité.

À suivre ...

3 Pierre-Yves Salingue : Novembre 1947 / Septembre 2011 : le crime était presque parfait !

Le scénario avait été particulièrement travaillé. 64 ans après le vote par l'ONU du plan de partage de la Palestine en faveur de l'entreprise coloniale sioniste et contre la volonté et les intérêts des peuples arabes de la région, on allait liquider la cause palestinienne en faisant croire que « la solution évidente des deux Etats » avait enfin été acceptée par tous. Les déclarations optimistes d'Abbas et de Fayyad, autorisées et confortées par divers discours d'Obama en 2009 et 2010, avaient ancré dans les esprits l'idée de « l'Etat palestinien en septembre 2011 ». Les dirigeants israéliens eux-mêmes avaient émis quelques propos élogieux sur l'excellence de la coopération sécuritaire pour réprimer la résistance et sur les convergences des initiatives de Fayyad avec le plan de « paix économique » de Netanyahu.

Avant même la mort d'Arafat, les dirigeants impérialistes avaient assuré la continuité d'une représentation palestinienne qui leur convienne. Après avoir été imposé comme Premier ministre, Abbas avait été élu Président de l'Autorité en 2005. Certes, en 2006, le vote démocratique en faveur du Hamas des Palestiniens de **Cisjordanie** et de la Bande de **Gaza** avait mis la manœuvre en péril. Mais les arrestations par l'armée d'occupation des parlementaires Hamas nouvellement élus et le blocus imposé aux Palestiniens qui prétendaient choisir leur gouvernement avaient permis d'imposer une équipe menée par Fayyad et présentant les garanties exigées par les bailleurs occidentaux de l'Autorité palestinienne.

Conscient de l'absence totale de légitimité politique de Fayyad pour les Palestiniens (2% aux élections de 2006 !), les dirigeants impérialistes ont fermé les yeux sur la prolongation unilatérale par Abbas de son mandat présidentiel expiré depuis janvier 2009 !

Quant au fait que sa « légitimité **révolutionnaire** » au sein de l'OLP tient d'une part à un congrès du Fatah tenu à Bethléem en 2009 sous contrôle de l'armée d'occupation et d'autre part à l'absence totale de fonctionnement démocratique de l'OLP, dont l'instance suprême de décision ne s'est pas réunie depuis plus de 10 ans..., ils n'en ont évidemment cure, tant que l'actuelle direction autoproclamée leur est utile.

On s'acheminait donc vers l'adoption de « la seule solution possible, connue de tous, la solution à deux Etats, israélien et palestinien, vivant côte à côte en paix et en sécurité. »

On allait enfin connaître la fin d'un « drame de plus de 60 ans » grâce à la générosité occidentale qui octroyait un Etat à des Palestiniens méritants et aux « sacrifices douloureux » des Israéliens qui renonceraient (provisoirement !) aux 10 à 15 % de la **Palestine** mandataire laissés aux Palestiniens.

A défaut de pouvoir rentrer chez eux, dans leurs foyers, les réfugiés pourraient voyager grâce à un passeport, les Palestiniens discriminés en **Israël** seraient invités à rejoindre l'un des bantoustans constituant l'Etat palestinien, ce bantoustan pouvant d'ailleurs être le résultat d'un échange de territoires permettant à **Israël** d'annexer les blocs de colonies.

La pièce était jouée ! A l'occasion de cet « évènement historique », on ne parlerait ni du siège de **Gaza**, ni des 12.000 prisonniers palestiniens dans les geôles israéliennes, ni de la construction à un rythme effréné des colonies, ni de la multiplication des agressions armées des colons fanatiques en **Cisjordanie**, ni de la judaïsation accélérée de **Jérusalem**, ni de l'aggravation de la situation des réfugiés dans les camps...

Tous les projecteurs seraient braqués sur la proclamation de l'Etat de **Palestine** et peu importe que celui-ci soit vide de toute souveraineté et sans conséquence aucune sur la réalité de l'occupation. On maintiendrait à distance les victimes de l'ultime braderie des exigences palestiniennes, réfugiés sans droit au retour réel, Palestiniens expulsés de **Jérusalem**, Palestiniens de 48 soumis à l'**apartheid** en **Israël**, etc. dont on couvrirait les cris de colère par les slogans des manifestants soutenant le spectacle : enfants des écoles dont les cours sont suspendus le temps du rassemblement, employés de l'Autorité contraints d'interrompre le travail et d'aller manifester pour toucher le salaire, chômeurs qui se voient offrir un sandwich et du soda en échange de leur participation... Et dans les mosquées, à la fin de la prière, on ferait lire un texte appelant à soutenir les efforts extraordinaires du Président !

Insensiblement, au fur et à mesure qu'on se rapprochait de l'échéance de septembre 2011, les choses se sont gâtées. Le scénario consensuel s'est délité et la direction palestinienne s'est retrouvée dans cette situation ubuesque de devoir justifier les raisons pour lesquelles elle demandait l'Etat croupion qui lui avait été

antérieurement consenti par le parrain US à qui elle avait une fois de plus fait confiance.

Pour le coup, l'or s'est changé en plomb et ce qui devait être un acte historique a été remplacé par une polémique saugrenue où le sort de millions de Palestiniens est réduit au dilemme suivant : la proclamation de l'Etat de **Palestine** et son admission à l'ONU doit-elle précéder la reprise des négociations entre Israéliens et Palestiniens ou la négociation doit-elle forcément reprendre avant la proclamation de l'Etat ?

La frénésie des rencontres bilatérales, des voyages éclair, des réunions d'urgence, des initiatives de la dernière chance, etc. semble sans effet sur la possibilité de trouver une solution à cette variante onusienne du fameux dilemme de la poule et de l'œuf : c'est l'Etat qui précède la négociation ou c'est la négociation qui engendre l'Etat ?

Un instant déstabilisé, on pense inévitablement à la tirade de Macbeth : serions-nous en présence d' « une histoire racontée par un idiot, pleine de bruit et de fureur, et qui ne signifie rien » ?

Mais en étant attentif, on constate que les acteurs qui s'écharpent devant les caméras sont toutefois d'accord sur un point : tout ceci n'aura en réalité aucune conséquence sur le quotidien des Palestiniens qui resteront soumis demain aux mêmes injustices qu'hier. Les prisonniers resteront prisonniers, les réfugiés resteront dans leurs camps, le blocus de **Gaza** ne sera pas levé, le mur de bougera pas d'un pouce, d'autres colonies **sionistes** seront construites sur les terres palestiniennes, etc.

On comprend alors qu'à l'ONU, la ligne de partage n'est pas entre ceux qui défendent les droits nationaux des Palestiniens et ceux qui soutiennent l'état colonial **sioniste**.

Le désaccord « qui fait craindre le pire » n'est en réalité qu'une divergence tactique entre ennemis du peuple palestinien.

Il y a ceux qui disent : « la situation dans la région menace de devenir de plus en plus instable, il faut essayer de tromper les Palestiniens tout de suite, demain on n'aura peut-être plus un Abou Mazen sous la main pour essayer de faire passer la pilule » et ceux qui répondent : « c'est justement parce que c'est instable qu'on doit se donner un peu de temps, on peut encore faire vivre l'industrie de la paix en attendant de voir comment ça évolue notamment en Egypte, et si Abou Mazen nous lâche, on se servira d'un autre aujourd'hui en réserve ».

Mais tous sont d'accord pour empêcher le peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination.

On pense alors à ces événements extraordinaires en Tunisie, en Egypte, au Bahreïn, au Yémen, au Maroc... qui ont illuminé ces derniers mois le ciel obscur du désespoir palestinien.

Par ses excès mêmes, la dramatisation du dérisoire spectacle onusien témoigne de l'état de panique suscité par la mise en mouvement des masses arabes. On comprend que ce désordre général au sein du camp impérialiste est le résultat de l'affolement de chacun des acteurs qui concouraient au dispositif d'asservissement des peuples arabes en général et à l'oppression du peuple palestinien en particulier.

On comprend que la panique a gagné tous ces grands et petits bénéficiaires du dispositif de domination : la direction **sioniste** avide de poursuivre son plan de nettoyage ethnique, qu'elle doit parfois mettre en veilleuse mais qu'elle n'a jamais abandonné ; les dirigeants US qui voudraient créer les conditions leur permettant de rétablir un équilibre menacé par l'essor du processus **révolutionnaire** arabe notamment en Egypte, condition nécessaire au déploiement de l'ordre néolibéral sur la région du « Grand Moyen Orient » ; les dirigeants européens avant tout soucieux de la stabilité dans la partie arabe d'une zone méditerranéenne déjà fragilisée par la crise du capitalisme qui menace plusieurs Etats de l'Europe du Sud ; les Etats de la Ligue arabe menacés par la mise en mouvement de leurs peuples qu'ils pensaient avoir définitivement neutralisés ; et bien sûr, pièce indispensable de l'édifice, la petite élite palestinienne issue d'Oslo, et d'abord les dirigeants de l'OLP et de l'AP de Ramallah, qui n'ont d'autre horizon stratégique que celui de négocier, avec les dirigeants **sionistes** et sous patronage US, les conditions d'une reddition qui leur laissent quand même quelques privilèges matériels et symboliques.

Depuis plus de 20 ans, le terme attendu du « processus de paix » était la normalisation entre le monde arabe et l'Etat sioniste, « une intégration pleine et entière, consentie par ses voisins ».

L'état indépendant palestinien dans les frontières de 67 était la monnaie d'échange de cette intégration, alibi nécessaire à la normalisation des relations avec **Israël** pour tous les régimes arabes décidés à prendre leur place dans l'ordre néolibéral.

Mais la dynamique politique du **sionisme** et sa logique de colonisation ininterrompue ont détruit les bases mêmes de l'existence de cette monnaie d'échange : à force de coloniser, il ne reste plus rien à offrir !

C'est maintenant qu'éclate cette vérité parfois ignorée et toujours niée au sein du mouvement qui affirme sa solidarité avec le combat des Palestiniens : **le rejet populaire d'Israël de la part de l'immense majorité des peuples arabes qui n'ont jamais accepté l'Etat sioniste imposé par la force au sein de l'Orient arabe**. La réalité, c'est qu'il n'y a jamais eu d'adhésion populaire aux sempiternels discours de paix qui exprimaient seulement la soumission d'une élite occidentalisée ou la collaboration de régimes corrompus et soumis aux exigences impérialistes d'accepter « le partenariat avec Israël ».

Aujourd'hui, les questions se bousculent : Comment parvenir à faire oublier cette plaie ouverte depuis 1948 ? Comment faire pour supprimer ce ferment de **révolution** qui fait dire à tant d'Arabes que le moment est venu de balayer tous ces régimes arabes soumis et de poursuivre la lutte jusqu'à la libération de toute la **Palestine** ? Comment faire pour assurer la victoire de la normalisation alors que, du Caire à Amman, la colère populaire a remis l'Etat **sioniste** au centre de la cible de la **révolution** ? Comment faire pour stopper ce mouvement dont témoignent les actions déterminées contre les ambassades israéliennes, l'affirmation du refus de la normalisation avec **Israël** dans la plate-forme de la fédération des syndicats indépendants d'Egypte, la montée de l'exigence d'une véritable ouverture de Rafah, la remise en cause des accords économiques et politiques de l'Egypte et de la Jordanie avec l'Etat sioniste ?

Tel est le vrai dilemme des dirigeants impérialistes.

La colère qui couve en **Palestine** et au sein des peuples arabes n'éclatera pas en raison d'une prétendue frustration d'avoir été injustement privé d'un « Etat ». Ce qui provoquera demain la colère, ce seront les agressions de l'armée israélienne dans le Sinaï, la poursuite du blocus de **Gaza** et notamment le scandale de la prétendue ouverture de Rafah, les agressions croissantes des colons **sionistes** contre les villages palestiniens en **Cisjordanie**, la judaïsation accélérée de **Jérusalem**, les provocations contre le peuple du Liban, la répression des mouvements de réfugiés, la poursuite de l'occupation de l'Irak, les menaces d'intervention impérialiste en Syrie, etc.

Ce qui provoquera la colère, c'est la volonté impérialiste de priver les peuples arabes de leur droit de prendre en main leur propre destinée, de disposer des ressources de leur sol et, s'agissant du peuple palestinien, d'exercer son droit à l'autodétermination au sein de toute la **Palestine**, partie intégrante du Machrek.

Quand le pitoyable spectacle de « Palestine 194 » sera terminé, on pourra peut-être revenir au sujet oublié : **celui de la libération de la Palestine**.

Peut-être sera-t-il alors possible de comprendre que la faillite totale et définitive du projet d'une « Palestine partagée entre deux peuples » est tout simplement l'aboutissement logique du plan de colonisation **sioniste** qui n'a pas commencé en 1967 et qui ne s'arrêtera jamais tant qu'existe un Etat **sioniste** qui est d'abord l'incarnation d'une idéologie coloniale réactionnaire, fauteur de guerre et facteur de haine, établi pour contrôler et diviser les peuples, au service de la domination impérialiste.

La prochaine débandade de la direction palestinienne illégitime annoncera probablement son acte de décès et c'est tant mieux !

La fin de ce projet est en réalité une chance pour l'immense majorité des Palestiniens : un Etat croupion palestinien, dépourvu de toute souveraineté et légitimant l'existence de l'Etat d'Israël, eut été une étape supplémentaire dans la fragmentation territoriale et la division du peuple arabe.

La disparition de la perspective des deux Etats mettra un terme à une séquence historique porteuse d'illusions et de défaites. La suppression de cet obstacle est indispensable pour renouer le fil de l'Histoire du combat anti-impérialiste et anti-colonial mené pendant des décennies par les peuples de l'Orient arabe.

L'essor de la **révolution** arabe va bouleverser les termes de la lutte des Palestiniens en lui permettant de renouer avec la dimension anti-impérialiste et **révolutionnaire** qui a failli être détruite par les accords d'Oslo.

La question palestinienne va reprendre sa place centrale au sein de la question arabe : il ne s'agit pas d'une lutte pour « le partage de la terre entre deux peuples » mais de la remise en cause d'un Etat pivot de l'impérialisme au Moyen Orient et d'un combat pour l'émancipation.

L'affrontement n'est pas entre les 5 millions de Palestiniens et les 6 millions de Juifs israéliens présents sur la terre de l'ancienne **Palestine** mandataire mais entre le puissant essor des **révolutions** arabes en cours et l'Etat **sioniste d'Israël**, projection de l'Impérialisme occidental dans l'Orient arabe.

Cette modification du rapport des forces va entraîner une transformation radicale des termes de l'affrontement et de ses issues politiques possibles. Il entrainera aussi une remise en cause profonde de la représentation palestinienne.

Ceux qui pensent que c'est seulement « de son plein gré qu'**Israël** évacuera les territoires occupés », ceux qui approuvent Abbas quand il affirme « notre objectif n'est pas d'isoler ou de délégitimer **Israël** » vont devoir s'effacer, emportés par le naufrage de la stratégie qui a conduit aux accords d'Oslo.

C'est à la question du partage qu'il faut revenir en effet, mais en comprenant que le problème n'est pas l'absence d'un Etat palestinien.

Le conflit prend racine dans la création de l'Etat colonial et c'est pour cette raison que la solution n'est pas d'appliquer le plan de partage mais de l'annuler totalement, au nom de l'émancipation des peuples arabes contre le projet impérialiste d'accaparement des richesses et de contrôle stratégique de l'Orient arabe et au nom de la révolution arabe qui s'est remise en marche et qui se heurtera nécessairement à l'Etat sioniste partie intégrante de la contre révolution.

Pour celles et ceux qui soutiennent les droits des Palestiniens, le combat pour la **Palestine** n'est certes pas de soutenir une supplique visant à obtenir une quelconque reconnaissance de l'ONU qui a légitimé en 1947 un projet de nettoyage ethnique et a donné le feu vert aux troupes **sionistes** pour mener la guerre coloniale de dépossession et d'expulsion des Palestiniens, guerre qui se poursuit encore aujourd'hui.

Le combat pour la **Palestine** est dans la poursuite de l'action visant à isoler l'Etat sioniste, notamment en poursuivant la campagne BDS.

Il est dans le développement de l'action contre le blocus de **Gaza**, en prenant place aux côtés des **révolutionnaires** égyptiens dans la campagne pour l'ouverture totale de Rafah.

Il est dans l'engagement de forces militantes dans les actions des réfugiés aux frontières de la **Palestine** occupée, au Liban, en Jordanie et en Syrie.

Et il est, bien sûr, dans le soutien aux **révolutions** arabes, en solidarité notamment avec les **révolutionnaires** égyptiens en première ligne de la confrontation qui vient.

<http://www.ism-france.org/analyses/Novembre-1947-Septembre-2011-le-crime-etait-presque-parfait--article-16092>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19